



DECLARATION DES FORCES VIVES DE GUINÉE (FVG)

Les Forces Vives de Guinée (FVG) sont fortement préoccupées par l'aggravation de l'autoritarisme avec lequel le CNRD gouverne notre pays.

En effet :

- La répression des manifestations et les violences sur les populations se sont accentuées tout au long de l'année 2023 avec encore plus de victimes et une migration massive de la jeunesse en quête de sécurité, de liberté et de mieux-être.
- Une folie liberticide s'est emparée de la junte avec le brouillage des ondes, la fermeture des radios et des télévisions les plus populaires, la restriction à l'accès à l'internet et aux réseaux sociaux.
- La gouvernance des collectivités territoriales à tous les échelons a été mise sous le contrôle du CNRD et de son gouvernement. Ainsi, après les districts et les quartiers dont les dirigeants seront désormais choisis par les gouverneurs de région, ils ont décidé d'installer, à la place des Conseils communaux élus, des Délégations spéciales dont les membres seront choisis par le MATD et les administrateurs territoriaux.

Les FVG regrettent l'image d'une Guinée en perdition que le CNRD donne de notre pays au monde.

Une Guinée qui interdit les manifestations politiques ou sociales, sans communication, sans liberté d'information et de presse. Cette Guinée du 5 septembre qui s'est révélée liberticide, tout en accentuant la pauvreté dans le pays, a déçu toutes les attentes.

Les diplomates au chevet de notre pays, qui ont pourtant un jugement retenu, n'ont pas manqué de constater, avec regrets et inquiétudes, que cette Guinée n'inspire plus confiance au monde.

Face à toutes ces préoccupations, les Forces Vives de Guinée :

- Considérant que dès le lendemain du 5 septembre, elles n'ont cessé de rappeler, tant dans leurs déclarations que dans les mémorandums au gouvernement, que c'est le dialogue entre le CNRD et les forces les plus représentatives du pays qui est le seul porteur d'un consensus national sur les conditions d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel par des élections libres, inclusives et transparentes.

- Considérant qu'une transition réussie a besoin d'un climat de confiance entre les acteurs et qu'à cet égard, elles ont demandé que cessent les poursuites judiciaires fantaisistes contre les principaux leaders politiques et sociaux du pays.
- Constatant que, malheureusement, la main de solidarité et de rassemblement tendue au CNRD, pour faire face, ensemble, dans un sursaut patriotique, aux problèmes de tous ordres qui assaillent notre nation, a été refusée avec dédain par la junte.

Au contraire, elle a poursuivi en 2023, avec encore plus d'arrogance, sa gouvernance unilatérale et autoritaire, prédatrice et liberticide qui lui a fait perdre la légitimité du discours du 5 septembre et l'onction populaire.

Les Forces Vives de Guinée,

- notant que le CNRD n'a jamais eu la volonté politique de respecter l'Accord dynamique convenu avec la CEDEAO qui fixait à 24 mois la durée de la Transition.
- constatant la radicalisation de la junte et l'aggravation de sa folie liberticide illustrée notamment par le musèlement de la presse, la coupure d'internet et plus récemment l'arrestation et la condamnation arbitraires de Sékou Jamal Pendessa, Secrétaire Général du SPPG.
- prenant conscience de la profonde crise de confiance qui existe au sommet de l'État et qui s'est traduite par la dissolution inédite et spectaculaire du Gouvernement et l'humiliation collective de tous ses membres, y compris le Premier d'entre eux.

Les Forces Vives de Guinée lancent un appel pressant à la formation d'une large coalition patriotique pour exiger le changement de la gouvernance de notre pays, la restauration des libertés publiques et le retour diligent à l'ordre constitutionnel.

Elles expriment leur solidarité et leur soutien à toutes les initiatives tendant à combattre les mesures illégales et liberticides du CNRD et à soutenir toutes les actions qui redonnent à la Guinée et aux Guinéens leur fierté, leur dignité et leurs libertés.

Les FVG saisissent cette occasion pour demander à leurs partisans et militants ainsi qu'aux Guinéens pro-démocratie de se mobiliser pour répondre, avec la plus grande combativité, à l'appel du mouvement syndical pour défendre les droits et libertés de nos compatriotes.

Seule la lutte libère !

Ensemble, Unis et Solidaires, nous vaincrons !

Conakry, le 25 Février 2024